

2014/11

La victoire des eurosceptiques, un signal d'alarme pour l'Union européenne

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &
Études*
Politique internationale



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES
DROITS DE L'HOMME
MIGRATIONS
POLITIQUE INTERNATIONALE
Économie

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites www.lesitinerrances.com et www.sireas.be, elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à educationpermanente@sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be
www.lesitinerrances.com

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



Sans surprise, les dernières élections européennes ont confirmé ce que tout le monde pressentait : l'Union européenne ne fait plus rêver ses citoyens. Elle est même devenue un rebutoir pour une partie croissante d'entre eux. Ces eurosceptiques appartiennent à des courants politiques différents, parfois opposés, mais ils portent des messages que les décideurs européens doivent absolument écouter sous peine de voir le fossé entre les institutions et les citoyens s'approfondir de manière irrémédiable.

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

Du 22 au 25 mai 2014, les citoyens européens étaient donc appelés à élire leurs 751 représentants au Parlement européen. Quels ont été les résultats de ce scrutin ? Viennent en tête les traditionnellement deux plus gros groupes parlementaires : le Parti Populaire Européen (PPE), que l'on placera au centre-droit sur l'échiquier politique, qui a remporté le plus de voix et fait élire 221 députés (29,43% des voix), suivi du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D – centre gauche) avec 191 députés (25,43%). Les cinq autres groupes politiques et les non-inscrits peuvent ensuite être divisés en deux parties. Dans la première se trouvent les Conservateurs et Réformistes Européens (ECR – droite conservatrice et droite populiste) avec 70 députés (9,32%) et l'Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe (ADLE – centre droit) avec 67 députés (8,92%). La Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL – gauche radicale et gauche écologiste) et ses 52 députés (6,92%), les Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE – écologistes et régionalistes) ses 50 députés (6,66%), le Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe

(EFDD – eurosceptiques) et ses 48 députés (6,39%) ainsi que les 52 non-inscrits (6,92% des députés qui n'appartiennent à aucun groupe politique) se tiennent enfin dans un mouchoir de poche¹.

Ajoutons deux précisions, le positionnement sur l'échiquier politique des groupes que nous indiquons est à prendre au sens large. Ces alliances des différents partis nationaux sont, en effet, un peu hétéroclites et il n'est pas rare qu'un parti passe d'un groupe à un autre entre deux élections. Deuxièmement, le groupe des non-inscrits est essentiellement constitué de partis d'extrême-droite, le Front National français en tête (23 non-inscrits sur les 52).

Si l'on regarde les résultats de l'élection européenne de 2009 (1), on peut constater que les deux grands partis sont en baisse tout comme l'ADLE et les Verts tandis que la Gauche unitaire (GUE/NGL) mais surtout les conservateurs de l'ECR, les eurosceptiques de l'EFDD et l'extrême-droite sont en hausse, de manière parfois spectaculaire. Autre constat : il y a 5 ans, seul 43% du corps électoral européen s'était déplacé pour aller voter. Cette année-ci, les chiffres sont encore plus mauvais avec à peine 42,5% de votants. Et cela pourrait être pire : le vote obligatoire en Belgique, au Luxembourg, à Chypre et en Grèce dope sans doute un peu le taux de participation. Nous pouvons donc affirmer que le grand gagnant de ces élections est une nouvelle fois le « parti des abstentionnistes ». Ce qui témoigne déjà d'un gros problème de légitimité des institutions européennes qui ne réussissent pas à mobiliser les citoyens.

Un second gros problème étant que les groupes politiques qui ont amélioré leurs résultats ont comme point commun de pouvoir être classés dans la catégorie des eurosceptiques, voire europhobes pour certains.

QUI SONT LES EUROSCEPTIQUES ?

Le terme « eurosceptique » désigne toutefois des partis très différents avec des visions, et des critiques, de l'Europe également très diverses. Les « non-inscrits », que nous avons déjà évoqués ci-dessus, sont ainsi pour la plupart carrément hostiles à l'Union européenne et militent pour que leur pays se désengage de celle-ci. Logiquement pour des partis d'extrême-droite, ils privilégient un retour à l'État-Nation et axent une partie de leurs griefs vis-à-vis de l'Union sur sa politique d'immigration jugée trop laxiste.

1 Les partis belges: CD&V (1 député et une commissaire), CdH (1 député) et les sociaux-chrétiens germanophones du CSP (1 député) font partie du PPE. Le PS (3 députés) et le SP.A (1 député) font partie du S&D. La N-VA (4 députés) fait partie de l'ECR. L'Open VLD (3 députés) et le MR (3 députés) font partie de l'ADLE. Ecolo (1 député) et Groen (1 député) font partie des Verts/ALE. Le député Vlaams Belang fait partie des non-inscrits.

Du côté complètement opposé du spectre politique, la gauche radicale et la gauche écologiste, réunie au sein du GUE/NGL, pointent plutôt du doigt la politique économique et sociale de l'Union considérée comme ultralibérale. La grande majorité de ces partis ne rejettent pas en tant que telle l'idée d'une union européenne mais bien la direction politique et économique qu'elle a pris.

L'ECR et l'EFDD sont des groupes politiques moins cohérents idéologiquement. Les partis dominants du premier groupe nommé sont le parti conservateur britannique (les Tories) et les catholiques conservateurs polonais de Droit et Justice (2). C'est également au sein de l'ECR que l'on retrouve les députés belges de la N-VA (droite conservatrice et régionaliste) ainsi que le parti allemand qui monte : Alternative pour l'Allemagne dont la priorité principale est le rejet de l'euro. La plupart des partis composant l'ECR ne rejettent pas l'idée d'une union européenne mais veulent que celle-ci reste limitée et empiète le moins possible sur les prérogatives des États. C'est pourquoi, ce groupe est également appelé « anti-fédéraliste ».

L'EFDD va un cran plus loin dans son euroscepticisme. Articulé autour de l'UKIP anglais, dont le leader Nigel Farage est devenu le symbole des « anti-Union européenne », et de l'inclassable Mouvement 5 Étoiles italien de Beppe Grillo, ils rejettent le Traité de Lisbonne et toute idée de renforcement de l'intégration européenne (3). À leurs yeux, l'Union, et l'euro, sont la cause de tous les maux de leurs pays (4). Ils en veulent également à la politique migratoire de l'Europe. Notons toutefois que l'UKIP, tout comme le Mouvement 5 Étoiles, refusent d'être considérés comme des partis d'extrême-droite malgré certains positionnements politiques qui pourraient être apparentés (le rejet de l'immigration de l'UKIP ou l'anti-establishment du Mouvement 5 Étoiles par exemple). L'UKIP a même rejeté la proposition du Front National français de fonder un nouveau groupe politique à ses côtés. Cet exemple démontre que les grilles d'analyse que l'on applique aux partis politiques nationaux ne sont pas toujours adaptées à la politique européenne.

Cela est d'autant plus vrai que certains grands partis nationaux ont surfé sur cette vague d'euroscepticisme en ne ménageant pas leurs critiques vis-à-vis de l'Union. Une attitude qui a pu semer la confusion dans les esprits puisque bien souvent ces mêmes partis sont membres des principaux groupes européens et peuvent donc être considérés comme les artisans, du moins en partie, de la construction européenne. L'euroscepticisme peut donc aussi être instrumentalisé par des personnes qui veulent se dédouaner de leurs responsabilités à bon compte. Et certains commentateurs y voient un signe inquiétant : l'impression que personne ne veut plus porter véritablement le projet européen (5).

LES RAISONS D'UN SUCCÈS

Il est vrai que depuis quelques années, il est difficile, et probablement contre-productif électoralement, de se positionner clairement comme un partisan de l'Union européenne actuelle. Il suffit pour s'en convaincre de lire les résultats des Eurobaromètres, un outil de la commission servant à sonder les opinions publiques nationales. Dans ceux de décembre 2013 (6) et mars 2014 (7), plusieurs chiffres sautent aux yeux : l'opinion selon laquelle les citoyens européens ne sont pas écoutés et donc, logiquement, pas entendus obtient la majorité des voix dans quasi-tous les pays de l'Union. Si l'on pose la question de l'utilité des élections, seuls 54% des répondants estiment que leur vote peut influencer les futures décisions. Pire : 52% des Européens disent ne pas être attachés à l'UE (contre 46% qui ressentent cet attachement).

Le succès des partis eurosceptiques ne vient pas de nulle part : ces enquêtes menées à l'échelle de l'Union auprès d'un panel représentatif mettent en évidence un manque de légitimité. « *Les institutions politiques doivent leur légitimité à deux choses : les prestations qu'elles fournissent et leur mode de désignation. Les prestations, ce sont les avantages visibles imputables aux institutions. Le mode de désignation, ce sont les élections, qui obligent les détenteurs du pouvoir à rendre des comptes.* » (8)

Au niveau des prestations, soit des résultats, l'Union européenne a souffert de la crise économique et financière comme le reste du monde : une croissance négative dans nombre de pays et un taux de chômage moyen de l'Union européenne a franchi la barre des 10% et atteint même des niveaux supérieurs à 25% en Espagne et en Grèce (9). Une situation difficile qui a même menacé un temps la viabilité de la monnaie européenne. L'Europe n'a pu endosser le rôle d'une union protectrice. D'autant que le seul discours officiel répondant à l'appel à l'aide des populations fut celui de l'austérité à tout crin. Une politique décidée et menée par « la troïka » (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) qui a appauvri tout le monde, sauf peut-être l'Allemagne, et qui a complètement occulté la notion de « solidarité européenne », voire même de communauté, en punissant la Grèce sans pitié.

Replongeons-nous dans les Eurobaromètres pour constater que l'UE est considérée, par une grande majorité des sondés, comme responsable des politiques d'austérité. Elles-mêmes citées comme principal facteur d'un affaiblissement ressenti de l'État-providence. L'opinion la plus courante est que l'Europe a échoué à répondre à différentes attentes de ses citoyens : empêcher le coût de la vie

d'augmenter et créer les conditions nécessaires à la relance de l'emploi. Résultat : seul « *un Européen sur trois «fait aujourd'hui confiance à l'UE», un étiage historique depuis la création de la mesure dans l'Eurobaromètre en... 1974.* » (10) Un mouvement de défiance bien plus présent dans les pays les plus anciens de la construction européenne que dans ceux ayant rejoint l'Union à la faveur de l'élargissement post-an 2000.

Plus qu'une communauté d'États, l'Union actuelle est surtout vue comme un espace de libre-échange, loin de sa mission originelle. Une union économique et financière qui, de plus, dépend des intérêts financiers internationaux, où les capitaux américains mènent la danse. Sur le plan de son action extérieure, l'UE n'est pas mieux considérée tant elle ne réussit jamais à parler d'une seule voix dans les dossiers géopolitiques cruciaux et paraît simplement suivre les stratégies militaires et diplomatiques américaines.

DÉFICIT DÉMOCRATIQUE

Déjà victime d'un manque de clarté, causé par la complexité du processus de décisions qui implique plusieurs institutions, l'Union apparaît, de plus, comme une entité dont les décideurs sont complètement détachés de la population. Le Parlement européen, déjà fort effacé en temps réel, n'a pas eu facile à faire entendre une autre voix. Ce qui n'a fait que renforcer l'idée qu'il ne sert pas à grand-chose et n'a aucun pouvoir. Autant d'éléments qui ne font que renforcer une crise de représentativité déjà présente à un niveau plus large dans les démocraties européennes. « *Et l'Europe est perçue comme le fondement et le garant de ces élites contre lesquelles on se rebelle.* » (11)

Toujours prompts à se profiler en grands défenseurs de la démocratie sur le plan international, les chefs d'État européens semblent très mal tolérer que des visions différentes de l'Union que la leur puissent exister. Une réalité plus que patente ces dernières années tant la Commission européenne de José Manuel Barroso s'est transformée en chambre d'entérinement des décisions prises par le Conseil des chefs d'État européens. De cette manière, le fonctionnement de l'Union s'est encore délégitimé aux yeux de citoyens européens habitués au schéma classique des démocraties selon lequel le Parlement détient le pouvoir législatif et le gouvernement le pouvoir exécutif. Or, dans la méthode actuelle de fonctionnement de l'Europe, le pouvoir législatif semble surtout détenu par le Conseil des chefs d'États et la Commission, qui a un pouvoir d'initiative législative au contraire du Parlement, tandis que le pouvoir exécutif est détenu par la même Commission. De son côté, le Parlement européen tente tant bien que mal de jouer son rôle, mais a bien du mal à trouver sa place dans ce mécano institutionnel.

Cette impression de se retrouver face à une grosse machine bureaucratique qui va de l'avant sans se soucier de l'avis de ses citoyens est accentuée par les spécificités du débat politique européen. Si les deux gros partis traditionnels, PPE et S&D, n'ont pas le même programme et ne partagent pas les mêmes orientations politiques, ce clivage droite-gauche est bien plus lisse que dans les débats nationaux. Habités à gouverner ensemble depuis les débuts de l'Union européenne, les deux partis précités, et l'ADLE, privilégient le consensus aux discussions idéologiques. Au cours de la législature 2009-2014, le décompte des votes effectués par le site VoteWatch Europe montre que dans 70% des cas PPE et S&D ont voté de la même manière (12). Ce qui ne semble pas très choquant pour certaines populations habituées aux gouvernements mêlant différents courants politiques, et donc rompues aux compromis entre partis rivaux – comme en Belgique – mais, n'est par contre, pas du tout lisible pour d'autres opinions publiques nationales plutôt habituées à un affrontement gauche-droite plus musclé.

Le fait que les partis sociaux-démocrates européens se sont tous ralliés aux préceptes de l'économie de marché n'est pas étranger à cette situation (8). La vision économique libérale n'est donc plus contestée que par les partis les plus radicaux qui, vu leur nombre face aux grands partis traditionnels, n'ont aucune chance de peser sur les prises de décision et doivent se contenter de discours enflammés qui, la plupart du temps, ne sont de toute façon pas (ou peu) relayés par les médias traditionnels.

Deux évolutions majeures récentes de l'Union ont encore un peu plus creusé le fossé entre une partie des citoyens européens et leurs dirigeants. Premièrement, l'élargissement rapide de l'Union vers l'est du continent qui n'a jamais vraiment donné lieu à un grand débat public. Comme s'il s'agissait d'une évidence, ce qui est loin d'être le cas dans l'esprit de bien des résidents de la « vieille Europe ». Et si l'excuse habituelle « d'apporter la démocratie », à ces anciens captifs de l'URSS, a été invoquée, les dirigeants européens ont très mal caché que les principaux intérêts de cet élargissement étaient économiques (conquérir de nouveaux marchés et y imposer une politique néolibérale) et stratégiques (inclure ces pays dans l'OTAN). Et que dire de l'adoption du traité de Lisbonne ? Sinon que certaines populations, comme celles de France et des Pays-Bas, avaient auparavant voté par referendum contre le traité constitutionnel qui lui a servi de base. Pas étonnant, dès lors, que dans ces pays, on puisse considérer que le citoyen n'a pas été écouté voire que l'on se moque de lui.

LES REMÈDES POSSIBLES

Faut-il pour autant en conclure que l'Union européenne est un rêve à enterrer et que les partis eurosceptiques seront ses fossoyeurs ? Ce serait

aller trop vite en besogne. Ces derniers n'ont pas un poids assez important pour bloquer le processus de décision. Le Parlement est encore acquis à sa grande majorité à des groupes « pro-européens » et les eurosceptiques sont tout-à-fait absents de la nouvelle Commission. Au sein du Conseil des chefs d'État, les Premiers ministres britanniques (David Cameron) et hongrois (Viktor Orbán) feront sans doute entendre leurs voix dissonantes mais à deux contre vingt-six, leur pouvoir de nuisance sera limité (13).

Lors des discours qui ont suivi son intronisation, les nouveaux commissaires européens, menés par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, ont dit avoir compris le message des Européens et saisi leur désarroi. Le contraire eût été étonnant. Mais ce ne sont pas sur les discours de bonnes intentions, mais bien sur les actes qu'ils seront jugés. Les pistes de solution existent et ne se résument pas à la création d'une union bancaire où à un léger assouplissement du Pacte de stabilité, outil derrière lequel se cache la justification des politiques d'austérité menées par les gouvernements nationaux.

Les Européens attendent bien plus de l'Union. Notamment sur le plan de la lutte contre la crise économique où une plus grande coordination des politiques économiques entre États est désirée (6). Après les belles paroles évoquant la régulation de la finance, des actes sont désormais attendus. L'Europe doit inscrire à son programme le renforcement des règles contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale, des règles plus strictes pour les agences de notation et les bonus des traders. Quand on leur pose la question des mesures qu'ils apprécieraient les citoyens réclament un renforcement des contraintes pour le secteur bancaire, qu'elles soient rendues responsables de leurs pertes en cas de faillite ou qu'elles soient mieux contrôlées quant à l'utilisation des dépôts des clients. C'est tout simplement du volontarisme qui est demandé mais aussi de l'équité : pourquoi la population serait-elle la seule à payer une crise provoquée par un secteur financier qui, sauvé à coups de milliards par les États, n'a pratiquement pas eu à rendre de compte et qui, désormais, peut renouer avec ses habitudes passées comme si de rien n'était ?

Nous osons espérer que le message a été entendu. D'autant que le nouveau président de la Commission, Jean-Claude Juncker est particulièrement attendu sur ce terrain. Il n'y a pas si longtemps, il était encore à la tête du gouvernement d'un État, le Grand-Duché de Luxembourg, qui a construit sa richesse sur la base d'une concurrence fiscale et bancaire contraire à l'esprit communautaire. Il aura d'ailleurs combattu jusqu'au bout les velléités d'harmonisation fiscale européenne ainsi que les demandes de levée du secret bancaire (14). Acteur de premier plan de ce sérail européen acquis à un néolibéralisme dogmatique, il a été partisan de la solution de l'austérité

et a toujours agi en bon petit soldat aux ordres de Wall Street et de la City londonienne.

Les défis que rencontrent l'UE sont également dans le domaine de la lutte contre le chômage, surtout celui des jeunes qui atteint des niveaux plus que problématiques dans plusieurs États, de la construction d'une Europe sociale, d'un meilleur pilotage de l'euro ou encore d'une meilleure coordination d'une politique extérieure commune. Les obstacles seront évidemment nombreux. Le premier d'entre eux est... un plan européen nommé « Stratégie 2020 ». Mis au point par la Commission précédente, il définit les grandes orientations du programme de l'Union jusqu'en 2020, soit après la législature actuelle qui se termine en 2019. De même, les budgets européens qui précisent les financements des politiques communes sont déjà figés jusqu'à la même date (15). On se demande donc quelle sera la marge de manœuvre réelle des institutions européennes durant les cinq prochaines années.

Le second obstacle est la mainmise du Conseil des chefs d'État (ou des ministres nationaux concernés par les matières communautaires) sur le processus décisionnel. C'est un fait connu et éprouvé : s'ils vantent publiquement les bienfaits d'une Union européenne, les gouvernements au moment de décider pensent avant tout à leurs intérêts nationaux. Et, au besoin, se défont sur l'Europe quand leur action est décriée par leurs opinions publiques respectives. Là aussi, il faudra que la Commission et le Parlement trouvent les moyens de s'affranchir pour sortir de ce double jeu.

UN PARLEMENT DE COMBAT

Enfin, puisqu'on l'évoque, il est temps de donner au Parlement les moyens de véritablement jouer son rôle : celui de l'institution qui contrôle les décisions prises par l'exécutif et qui fait entendre la voix des citoyens via les élus. Sous-médiatisé et mal considéré, le Parlement détient pourtant déjà des pouvoirs très amples. Mais il ne les utilise pas assez et sert encore trop souvent de chambre d'entérinement des décisions prises par la Commission ou le Conseil. Les élus doivent prendre conscience que les citoyens européens attendent plus d'eux que d'être que de simples pousse-boutons aux ordres de leurs chefs de partis.

Nous l'avons déjà signalé : les budgets communautaires des six prochaines années sont déjà fixés. Le Parlement perd donc la possibilité de les approuver, de les sanctionner ou de les amender, ce qui est un de ses grands pouvoirs. Mais il peut encore s'organiser pour que cela ne se reproduise pas à l'avenir, ce serait déjà un bon signe. Si, en plus, il pouvait élever la voix lorsque des sujets importants pour la population sont abordés par la Commission et le

Conseil européen, il redorerait également son blason. Il n'est pas exagéré d'écrire qu'il a été pratiquement absent des débats sur les politiques d'austérité, le pacte fiscal ou les mécanismes de stabilité. C'est pourtant par la voix des députés qu'auraient dû s'exprimer les inquiétudes, le refus ou même l'approbation des citoyens européens.

D'autres dossiers polémiques sont au programme européen ces prochains mois, on pense notamment au « partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement » que les États-Unis et l'Union sont en train de négocier. On ne comprendrait pas que le Parlement reste silencieux à ce sujet et ne relaie pas les nombreuses questions et craintes qu'il fait naître dans la population européenne. Pour convaincre les citoyens de sa légitimité, il ne doit plus attendre, comme trop souvent, que le Conseil et la Commission l'autorise à parler. Il doit prendre la parole. Et devenir un vrai lieu de débat en abandonnant les habitudes de consensus mou. Mieux : pourquoi ne pas appeler à un « Parlement de combat » qui lutterait pour obtenir de nouveaux pouvoirs.

Terminons sur une note optimiste : l'idéal européen n'est certainement pas mort. Une dernière consultation de l'Eurobaromètre indique que, malgré tout, l'opinion publique européenne reste favorable à un renforcement de l'intégration entre les États membres. À l'aune de ce constat, les décideurs et députés européens doivent considérer les résultats des dernières élections et l'euro-pessimisme ambiant comme un signal qui leur est adressé par une population qui ne se retrouve pas dans l'évolution actuelle de l'Union et désirent un changement de direction. Les nouveaux commissaires et députés ont donc cinq ans pour prouver qu'ils ont réellement la volonté de changer de cap pour construire une Europe plus démocratique et plus autonome dans la détermination de ses politiques. Rendez-vous en 2019.

BIBLIOGRAPHIE

(1) Parlement européen, « Résultats des élections européennes » (en ligne), c 2014 (consulté le 2/9/2014). Disponible sur : <http://www.resultats-elections2014.eu/fr/election-results-2014.html>

(2) European Conservatives and Reformists Groupe, « The ECR in the European Parliament » (en ligne), c 2014 (consulté le 5/9/2014) Disponible sur: <http://ecrgroup.eu/about-us/the-ecr-in-the-european-parliament/>

(3) People's Voice, « Our charter » (en ligne), c 2014 (consulté le 5/09/2014). Disponible sur : <http://www.efdgroupp.eu/about-us/our-charter>

(4) France TV Info, « Européennes: de la droite dure à l'extrême-gauche, qui sont les eurosceptiques ? » (en ligne), c 2014 (consulté le 3/9/2014). Disponible sur : http://www.francetvinfo.fr/elections/europeennes/europeennes-de-la-droite-dure-a-l-extreme-gauche-qui-sont-les-eurosceptiques_577271.html

(5) Atlantico, « Le nouvel euroscepticisme français : ces anciens pro-oui qui basculent » (en ligne), c 2014 (consulté le 3/09/2014). Disponible sur : <http://www.atlantico.fr/decryptage/nouvel-euroscepticisme-francais-ces-anciens-pro-oui-qui-basculent-jean-quatremere-christophe-bouillaud-1042661.html#1StPWsMFx8GlWOTD.99>

(6) Commission Européenne, « Eurobaromètre standard 80 » (en ligne), c 2013 (consulté le 8/09/2014). Disponible sur : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb80/eb80_fr.htm

(7) Commission Européenne, « Special Eurobarometer 415 » (en ligne), c 2014 (consulté le 8/09/2014). Disponible sur : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_415_data_en.pdf

(8) Vox Europe, « Union européenne : comment résorber le déficit démocratique ? » (Article original dans The Guardian) (en ligne), c 2013 (consulté le 4/09/2014). Disponible sur : <http://www.voxeurop.eu/fr/content/article/3892891-comment-resorber-le-deficit-democratique>

(9) Eurostat, « Taux de chômage harmonisé par sexe (tableau) » (en ligne), c 2014 (consulté le 6/09/2014). Disponible sur : <http://epp.eurostat>

ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&plugin=1&language=fr&pcode=teilm020

(10) Slate.fr, « Elections européennes: un scrutin-sanction pour l'UE » (en ligne), c 2014 (consulté le 3/9/2014). Disponible sur : <http://www.slate.fr/monde/87427/elections-europeennes-scrutin-sanction-ue>

(11) Vox Europe, « L'eurosepticisme va-t-il devenir la nouvelle règle ? » (en ligne), c 2014 (consulté le 5/9/2014). Disponible sur : <http://www.voxeurop.eu/fr/content/press-review/4768706-l-eurosepticisme-va-t-il-devenir-la-nouvelle-regle>

(12) Le Monde Diplomatique, « Ni pause ni doutes pour les partisans d'une Europe fédérale » par Antoine Schwartz, Septembre 2014, pp 22-23.

(13) Vox Europe, « La balle est dans le camp des pro-européens » (Article original dans Dilema Veche) (en ligne) c 2014 (consulté le 10/012/2014). Disponible sur : <http://www.voxeurop.eu/fr/content/article/4772754-la-balle-est-dans-le-camp-des-pro-europeens>

(14) Europe Solidaire, « Jean-Claude Juncker. Quel message pour les Européens ? » (en ligne), c 2014 (consulté le 15/9/2014). Disponible sur : http://europesolidaire.eu/article.php?article_id=1404&r_id=4

(15) Libération, « Parlement européen: une mandature pour rien » (en ligne), c 2014 (consulté le 11/12/2014). Disponible sur : http://www.liberation.fr/politiques/2014/05/30/parlement-europeen-une-mandature-pour-rien_1029676

